



*TerrAfrica Rapport Annuel 2008*



**POUR UNE GESTION DURABLE DES  
TERRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

*INTENSIFIER LE PLAIDOYER, RENFORCER  
LE LEADERSHIP ET ACCROITRE LES INVESTISSEMENTS*

© 2008 Secrétariat TerrAfrica

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

P.O. Box 1234 Halfway House

Midrand 1685 Afrique du Sud

[www.nepad.org](http://www.nepad.org)

[BwalyaM@nepad.org](mailto:BwalyaM@nepad.org)

Téléphone +27 11 256 3600/41

Tous droits réservés.

La plateforme du partenariat TerrAfrica a été créée en novembre 2005 pour accroître les techniques et investissements au service de la gestion durable des terres en Afrique subsaharienne. Grâce à elle, les pays d'Afrique, les partenaires pour le développement, la société civile et le milieu de la recherche œuvrent de concert pour une expansion de la gestion durable des terres. Cette collaboration s'inscrit directement dans la lignée des objectifs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) ainsi que du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique et du Plan d'action pour l'environnement du NEPAD.

Le présent rapport a été produit par le Secrétariat de TerrAfrica. Bien qu'il ait été revu par le Comité exécutif de TerrAfrica avant sa publication, les constats et conclusions qui y figurent ne reflètent pas nécessairement toutes les opinions de tous les partenaires de TerrAfrica.

**Design:** Marketing Support Services, Telephone +27 12 346 2168

**Éditorial:** Christophe Crepin et Richard Mkandawire

**Photo de la page de couverture:** Sajal Sthapit, Ecoagriculture Partners

**Dan les photo:** Ecoagriculture Partners, NEPAD-CAADP

## Abréviations et acronymes

ACB	Analyse des couts-bénéfices
AEP	Analyse environnementale pays
BAfD	Banque africaine de développement
CAADP	Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CE	Commission européenne
CER	Communautés économiques régionales
CETA	Comité exécutif de TerrAfrica
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CRIC	Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention
CSIP	Cadre stratégique d'investissement pays dans la GDT
DFID	Ministère du développement international (Royaume-Uni)
EDP	Examen des dépenses publiques
FABS	Aide budgétaire à l'alimentation et l'agriculture
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASDEP	Politique de développement pour le secteur de l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMAWR	Ministère fédéral de l'Agriculture et des ressources hydriques (Nigeria)
GTZ	<i>Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> (Coopération technique allemande)
IDA	Association internationale de développement
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ISP	Instrument de soutien aux pays
KENVO	Bénévoles de l'environnement de Kijabe ( <i>Kijabe Environmental Volunteers</i> )
MM	Mécanisme mondial
NAPA	Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique de la CCNUCC
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale



## *Abréviations et acronymes*

OSC	Organisations de la société civile
PAE	Plan d'action du NEPAD pour l'environnement, dans le cadre de l'Initiative pour l'environnement
PAM	Programme alimentaire mondial
PAN	Programme d'action national (UNCCD)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSI	Programme stratégique d'investissement pour la gestion durable des terres en Afrique subsaharienne
RIOD	Réseau international des organisations non gouvernementales pour la lutte contre la désertification
S&E	Suivi et évaluation
SAP	Stratégie d'aide-pays
TLF	Fonds de fiducie TerrAfrica
UA	Union africaine
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

## *Remerciements aux membres du Comité exécutif de TerrAfrica*

PAR LEURS CONTRIBUTIONS DIVERSES, les membres du Comité exécutif de TerrAfrica ont joué un rôle essentiel qui a permis au partenariat de réaliser effectivement les objectifs des trois lignes d'activités établies dans le plan d'intervention de TerrAfrica. Parmi les résultats obtenus figurent une meilleure coordination des activités de création de coalitions nationales, l'établissement et le perfectionnement des cadres d'élaboration des politiques générales et la mobilisation des investissements en faveur de la gestion durable des terres dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Grâce à l'engagement, au soutien constant et aux conseils de nos partenaires, le programme de travail conjoint de TerrAfrica a su concrétiser des objectifs importants en 2008. Le présent Rapport annuel rend compte de ces réalisations.

Le Secrétariat de TerrAfrica remercie les membres du Comité exécutif et d'autres partenaires, en particulier le Fonds pour l'environnement mondial, les Pays-Bas, GTZ et la France, dont l'engagement et l'esprit de partenariat résolu ont informé les interventions de TerrAfrica en 2008.



## *Composition du Comité exécutif de TerrAfrica*

- Banque africaine de développement
- Tchad
- CONGAD
- Commission européenne
- FAO
- Ghana
- Mécanisme mondial de l'UNCCD
- FIDA
- NEPAD
- Norvège
- PELUM Lesotho
- Afrique du Sud
- Ouganda
- Secrétariat de l'UNCCD
- PNUD
- PNUE
- Banque mondiale

*Le présent rapport a été produit par le Secrétariat de TerrAfrica sous la direction de Richard Mkandawire et de Martin Bwalya. Nous remercions tout particulièrement les partenaires de TerrAfrica pour leurs contributions, Florence Richard et Steve Danyo de la Banque mondiale et l'équipe communication de TerrAfrica (Rudo Makunike, Maggie Tunning et Donna Vincent Roa) pour leur concours à la gestion des travaux de collecte d'information, d'édition, de rédaction, de conception graphique et de production du document définitif.*

# Table des matières

<i>Abreviations et Acronymes</i> .....	1
<i>Remerciements aux membres du Comité exécutif de Terrafrica</i> .....	3
<i>Table des matières</i> .....	5
<i>Preface</i> .....	6
<i>Rappels et synthèses</i> .....	8
<b>Chapitre 1<sup>er</sup></b> – <i>Accroître les investissements</i>	
<i>dans la GDT au niveau pays</i> .....	11
<b>Chapitre 2</b> – <i>Appuyer des investissements</i>	
<i>plus judicieux en GDT au niveau pays</i> .....	16
<b>Chapitre 3</b> – <i>Approfondissement des</i>	
<i>connaissances au profit de la GDT</i> .....	24
<b>Chapitre 4</b> – <i>Intensifier le plaidoyer</i> .....	31
<b>Chapitre 5</b> – <i>L'avenir</i> .....	33
<i>Contacts</i> .....	35



## Préface

TROIS ANS APRÈS SON lancement en octobre 2005 durant la Conférence des Parties à l'UNCCD et le Forum du partenariat pour le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) du NEPAD, TerrAfrica demeure au service d'une forte coalition qui contribue à la multiplication d'investissements plus efficaces et efficaces dans la gestion durable des terres (GDT) à travers l'Afrique subsaharienne. Ces trois dernières années nous ont permis de cibler, en 2008, des interventions au niveau pays, créant ainsi la dynamique qui est à l'origine de résultats durables.

Aujourd'hui, le partenariat est robuste et actif. Notre plan d'intervention, fondé sur la création de coalitions, la gestion des connaissances et la mobilisation des investissements et ressources, continue de favoriser les conditions propices à l'expansion de la GDT. Fort de ses réalisations antérieures, le programme continue de créer des approches méthodologiques conséquentes, ainsi que des produits d'information collectifs qui alimentent les décisions relatives à l'utilisation et à la gestion des terres et facilitent également l'intégration et le financement au niveau pays. Les travaux d'analyse soutenus ou impulsés par la plateforme contribuent de plus en plus à la programmation des investissements, notamment en ce qui a trait à la nécessité d'investir à l'échelle. Par ailleurs, neuf pays participants ont élaboré des cadres stratégiques d'investissement pays ou les mettent en œuvre actuellement.

Sur le terrain, le portefeuille des activités de TerrAfrica en GDT à l'échelle des pays s'est élargi, le Programme stratégique d'investissement constituant une part importante de ce portefeuille. Ainsi, grâce au concours financier du Fonds pour l'environnement mondial, de certains gouvernements de pays d'Afrique subsaharienne, de la BAfD, de la FAO, du FIDA, du PNUD, du PNUE, de la Banque mondiale et d'autres partenaires, ce portefeuille est en pleine évolution. Près de 40 opérations financées par le PSI ont reçu un feu vert pour la phase de conception, tandis qu'à l'échelle pays, un dialogue et des travaux d'analyse continus permettront d'assurer l'expansion du portefeuille d'investissement en 2010 et au-delà.

En Afrique, la GDT est primordiale pour l'adaptation au changement climatique et à la variabilité du climat, mais aussi pour l'atténuation de ses effets. TerrAfrica commence à jouer un rôle important pour placer la question du climat et des terres au premier rang des programmes de développement sur les plans international, régional et national. Le partenariat établi pour répandre la GDT à travers l'Afrique a acquis une solide dynamique, les interventions ciblant en priorité l'amélioration des techniques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

La démarche préconisée par TerrAfrica a alimenté le processus d'élaboration du CAADP, en particulier le Pilier 1, dont le cadre d'exécution porte sur la gestion durable des terres et des ressources hydriques. TerrAfrica demeurera au centre des activités réalisées au titre du CAADP.



Parallèlement, le NEPAD se penche sur l'avenir de l'agriculture en Afrique, tandis que les pays continuent de s'engager de plus en plus dans ce domaine et que leurs plateformes d'investissement se consolident, tous secteurs confondus.

TerrAfrica est désormais considéré comme un modèle pour l'harmonisation des interventions de bailleurs, mais aussi pour le renforcement d'un développement impulsé par l'Afrique même. Aujourd'hui, le partenariat occupe une place de choix pour promouvoir un nouveau modèle d'intervention et contribuer à relever le formidable défi que constitue la dégradation des terres en Afrique subsaharienne, et pour tirer parti des progrès déjà accomplis. De plus, il a acquis la dynamique requise pour soutenir l'aide externe et démontrer des résultats dont les incidences sont durables.

Nous encourageons donc toutes les parties prenantes et tous les partenaires à continuer de promouvoir la GDT en Afrique subsaharienne et de renforcer le leadership des pays d'Afrique dans cet exercice. En œuvrant de concert, et en poursuivant nos interventions sur le terrain, nous pourrions continuer d'accroître la dimension, l'efficacité et l'efficacité des activités de GDT et atténuer le risque de dégradation des terres en Afrique subsaharienne. Nous pourrions ainsi, de manière collective, accroître la productivité agricole, la performance de l'environnement, la résistance au changement climatique et œuvrer en faveur de la croissance économique du continent.

**Richard Mkandawire (NEPAD) et Christophe Crepin (Banque mondiale),**  
Coprésidents du Comité exécutif de TerrAfrica



## *Rappels et synthèse*

### *Rappel – TerrAfrica*

**Les pays d'Afrique subsaharienne reconnaissent que la dégradation des terres pose un problème grave et urgent, et qu'elle met en péril leurs moyens d'existence, leur sécurité alimentaire, leurs emplois et leur croissance économique.** De ce fait, elle compromet l'efficacité potentielle de la plupart des programmes nationaux de développement. Après des dizaines d'années marquées par des investissements lacunaires, les terres cultivées, les pâturages et les forêts connaissent une productivité médiocre, qui les expose de plus en plus à la surexploitation, aux cultures non durables, à une utilisation dispendieuse des ressources naturelles et aux catastrophes naturelles.

**Le changement climatique a exacerbé davantage la dégradation des terres** en exposant les sols non protégés à des éléments dangereux, affaiblissant ainsi le potentiel des pratiques actuelles de gestion des terres et conduisant à une conversion accélérée des forêts ou pâturages en des pratiques agricoles non durables. Simultanément, la dégradation des terres est en partie responsable des crises récentes enregistrées dans les cours des denrées alimentaires puisqu'elle accroît la vulnérabilité de la production agricole et des populations rurales à des phénomènes météorologiques violents et au changement climatique, et qu'elle provoque un épuisement de la fertilité des sols et de leurs capacités de régulation ainsi qu'une diminution des actifs nécessaires à la survie des populations.

**Il est nécessaire d'opérer un changement profond pour élargir les pratiques de GDT qui parviendront à atténuer la dégradation des terres et les risques climatiques dans cette région.** De plus, pour assurer l'expansion de ces pratiques, il est nécessaire de mettre en place des programmes d'investissement durables et multisectoriels, fondés sur les principes d'un pilotage par les pays africains, du partenariat et de la responsabilité mutuelle. La GDT a le potentiel de changer durablement le quotidien des populations en accroissant ou en encourageant la productivité agricole. Elle peut également préserver les services fournis par les écosystèmes comme le filtrage de l'eau, la formation du sol, l'approvisionnement en énergie et la stabilisation du climat. Elle peut aussi améliorer l'accès des populations pauvres des zones rurales à des ressources naturelles et à des moyens d'existence, et peut rendre les populations et les terres productives moins vulnérables aux inondations et aux sécheresses.

**Pour qu'elle soit efficace à une grande échelle, la GDT doit être mise en œuvre à travers des écosystèmes et des paysages tout entiers; elle doit également dépasser les frontières géographiques.** Pour cela, il faut adopter une approche collective et une vision qui permettent un emploi efficace des capitaux, un partage permanent et méthodique de pratiques optimales et de techniques d'analyse, des principes stricts de suivi et évaluation, enfin des politiques générales et des programmes harmonisés. La plateforme du partenariat TerrAfrica contribue à cette approche en fournissant l'appui et l'assistance nécessaires à la mise en place d'alliances entre pays, capables de promouvoir et de gérer avec efficacité un portefeuille complémentaire d'instruments d'analyse et d'investissement. Les liens synergétiques s'en trouvent améliorés, le double emploi réduit.

### *Synthèse des interventions de TerrAfrica*

**DEPUIS SON LANCEMENT, le partenariat TerrAfrica s'est donné pour mission de combattre la dégradation des terres en élargissant la portée des actions harmonisées de soutien en faveur d'investissements et de pratiques efficaces et efficientes de GDT, pilotées par les pays concernés d'Afrique subsaharienne.** Cette approche a mis l'accent en particulier sur l'élimination des obstacles et des goulots d'étranglement qui compromettent les investissements à l'échelle des pays, en rendant les informations et les sources de financement plus faciles à repérer, en contribuant à la bonne gouvernance et aux capacités institutionnelles, ainsi qu'aux politiques multisectorielles et au dialogue sur l'investissement.

**À l'issue de trois ans de réalisations, les partenaires de TerrAfrica ont accompli des progrès considérables et financé des investissements, le plus souvent à l'échelle nationale.**

En effet, ils ont augmenté le nombre de projets ayant pour objectif une expansion de la GDT et mis au point puis perfectionné une série de produits d'information pour surmonter les difficultés à venir. De plus, certains pays d'Afrique subsaharienne ont eux-mêmes jeté des bases solides pour la conception de cadres d'investissement et l'établissement de coalitions à l'échelle nationale. Les services analytiques et consultatifs, qui sont souvent le fruit d'une collaboration entre pays et partenaires internationaux, consolident les activités de plaidoyer pour la GDT au niveau pays et affermissent la prise de contrôle du programme de GDT par les pays d'Afrique, ainsi que les modalités selon lesquelles il contribue aux priorités de développement propres à chaque pays.



**Les réalisations de l'année 2008 marquent un tournant pour le partenariat TerrAfrica, les priorités étant résolument orientées vers des activités au niveau national. En ce sens, les pays ont bénéficié d'un soutien accru pour leur permettre de combattre de manière plus indépendance le problème de dégradation des terres.** Ce changement d'orientation est dû au fait que la consolidation du partenariat au niveau régional a accru la productivité des engagements dans les pays à un niveau jusqu'alors inégalé. De plus, les investissements à l'intérieur des pays ont augmenté grâce au soutien apporté en 2007 par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au Programme stratégique d'investissement (PSI). Forts de cet investissement-cadre, les pays et organisations régionales ont conçu 40 projets ponctuels avec l'appui des partenaires internationaux de TerrAfrica. Ainsi, dans de nombreux pays, des commissions nationales multisectorielles pour les investissements et les politiques générales ont été mises en place ou renforcées, et des travaux d'analyse entamés pour encadrer les politiques et les pratiques.

À mesure que se concrétisera un deuxième portefeuille d'investissement, les programmes de travail des années à venir suivront probablement la même orientation, à savoir, la consolidation du pilotage par les pays d'Afrique, **ce qui placera l'avenir de la GDT en Afrique dans les mains des Africains.**

## Accroître les investissements dans la GDT au niveau pays

### RÉSULTATS

*Dans le cadre du PSI, 40 projets d'investissement sont en préparation ou en voie d'exécution. Au niveau national, il en existe 31. Au niveau international ou régional, 9.*

**EN 2008, LES investissements en GDT ont augmenté grâce à une multiplication des activités dans ce domaine au niveau pays, activités renforcées par une coalition plus robuste entre les partenaires, ainsi qu'une harmonisation accrue avec les politiques et la planification à l'échelle nationale.**

C'est pour accroître l'échelle, l'efficacité, l'efficience et l'intégration des investissements en GDT au niveau pays

que les activités réalisées au titre du programme de travail de TerrAfrica ciblent un élargissement de la sphère publique vers les politiques et pratiques de gestion et d'utilisation des terres. Pour ce faire, il a fallu encourager une coopération étroite entre les ministères sectoriels et les organismes publics et susciter la participation de parties prenantes diverses. Par ailleurs, cette initiative aide les pouvoirs publics à mieux intégrer les principes de GDT dans les politiques et la planification à l'échelle nationale, l'objectif ultime étant d'améliorer la conception et la mise en œuvre des investissements et d'accroître les flux financiers nationaux et internationaux au profit de la GDT.

Ainsi, la GDT contribue largement au programme de développement des pays, elle exploite au maximum les structures et politiques générales existantes des partenaires pour le développement,

et elle évite les doubles emplois dans le traitement de nombreuses questions et l'établissement de priorités multiples.

Les incidences à long terme de cet effort seront garanties par le fait que TerrAfrica mettra constamment l'emphase sur des interventions qui favorisent l'appropriation de la GDT par les pays ainsi que leur engagement

### **Pays bénéficiant d'un soutien du Programme stratégique d'investissement :**

*Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Comores, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Ouganda et Zambie*

dans ce domaine et que le partenariat renforcera le leadership des pays d'Afrique subsaharienne dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des priorités nationales de développement.

### *Les investissements dans la GDT ont été multipliés au moyen de l'une des activités principales de TerrAfrica, le PSI, qui bénéficie de l'appui du FEM.*

En juin 2007, le Conseil du FEM a approuvé une initiative novatrice, le PSI<sup>1</sup> pour la GDT en Afrique subsaharienne. Aux termes de cette décision, la plus importante de toute l'histoire du FEM, EU\$150 millions ont été réservés au titre d'une subvention pour aider 28 pays à réaliser près de 40 opérations qui encouragent l'adoption de pratiques de GDT résistantes aux conditions climatiques, notamment la gestion intégrée des bassins-versants et l'aménagement du territoire, le labour peu profond, la rotation des cultures, l'agroforesterie, les petites infrastructures hydrauliques, les bois et la lutte contre l'érosion.

Dès la fin 2008, presque la totalité des 40 opérations avaient reçu leur agrément pour la phase conceptuelle et commencé des activités préliminaires. Plusieurs se trouvent déjà en phase d'exécution, et de nombreuses autres débiteront en 2009.

Conformément aux dispositions du CAADP, le PSI investit principalement dans des opérations nationales ponctuelles qui élargissent la superficie des terres soumises aux pratiques de GDT, tout en consolidant le cadre propice à une telle expansion. Les pays mêmes ont défini certaines activités précises: i) renforcement des services de vulgarisation et des associations d'agriculteurs et producteurs; ii) amélioration des mesures incitatives et création de mécanismes (fonds d'avances de trésorerie et subventions communautaires) favorables à l'adoption des techniques de GDT (comme le labour peu profond, les bois et l'agroforesterie), ainsi que des approches correspondantes (gestion des bassins versants et des réserves de pâturage); iii) sensibilisation et amélioration de la gestion de l'information parmi les chercheurs, agents de vulgarisation, exploitants, décideurs politiques et responsables des investissements à l'échelle nationale; iv) conception de méthodes



Photograph: NEPAD-CAADP

<sup>1</sup> Le PSI est l'un des principaux programmes d'investissement de la plateforme multipartenaires de TerrAfrica. Il soutient directement les objectifs du CAADP, du Plan d'action pour l'environnement (PAE), des plans nationaux d'action de l'UNCCD et des programmes d'adaptation au titre de la CCNUCC.

## Chapitre 1<sup>er</sup>

Photograph: Ecoagriculture Partners



permettant de réduire le risque climatique dans les activités de gestion et d'aménagement du territoire; enfin, v) le développement institutionnel axé sur l'amélioration de la planification des investissements multisectoriels, au niveau tant national que local, ainsi que la conception et la réalisation d'activités de S&E, de sorte que les gouvernements et les partenaires connaissent mieux

les techniques qui fonctionnent, les endroits où elles fonctionnent, mais aussi les raisons pour lesquelles elles fonctionnent. Cela est impératif pour assurer une expansion soutenue et régulière des investissements.

*Au niveau national, des coalitions plus fortes ont attiré l'attention de nouveaux bailleurs et accru le flux de cofinancement dans plusieurs secteurs, renforçant ainsi l'approche multisectorielle nécessaire pour s'attaquer au problème de dégradation des terres.*

En septembre 2008, le Gouvernement de l'**Éthiopie** a tenu une conférence de bailleurs de fonds, dont les objectifs étaient i) de présenter aux parties prenantes importantes le projet de Cadre d'investissement dans la GDT pour l'Éthiopie, de débattre de questions fondamentales, de réunir un consensus et d'adopter le cadre proposé; ii) d'informer les bailleurs du nouveau Cadre d'investissement dans la GDT, de susciter leur intérêt à ce sujet, puis d'obtenir leur engagement en faveur d'un soutien technique et financier pour sa mise en application.

Ont participé aux ateliers de la conférence certains acteurs de la GDT (plusieurs ministères, universités, instituts de recherche, ONG et société civile), des partenaires pour le développement (GTZ, PAM, USAID, Banque mondiale, FAO), des ambassades, des pays africains (Burkina Faso, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria et Ouganda) et des institutions régionales africaines (COMESA, NEPAD).

Plus tard en 2008, plusieurs nouveaux partenaires pour le développement, notamment la Banque allemande de développement, la Finlande, la Norvège et UNHABITAT ont fait part de leur intérêt à fournir de nouvelles ressources financières et techniques pour améliorer la conception

du Cadre d'investissement dans la GDT de l'Éthiopie et appuyer ses modalités d'exécution,<sup>2</sup> ainsi que les activités du Secrétariat pour la GDT de l'Éthiopie. La Banque mondiale a elle aussi fait part de son intérêt à accroître l'allocation pour la GDT établie au titre de l'Association internationale de développement (IDA) dans la prochaine Stratégie d'aide-pays (SAP), à condition que le projet de GDT lui soit effectivement présenté.

*Des efforts ont été consentis pour mieux intégrer les questions de GDT dans les politiques et stratégies nationales et pour inscrire les projets de GDT dans le cadre des programmes nationaux, ce qui a donné lieu à un influx supplémentaire d'investissements nationaux dans la GDT.*

Grâce au dialogue de politique générale, aux activités de plaidoyer et à l'appui technique des partenaires de TerrAfrica, le Ghana a réussi à intégrer des objectifs de GDT dans ses nouveaux cadres stratégiques et de politique. La GDT est en train d'être intégrée à de nouvelles interventions conçues pour appuyer les stratégies nationales ; les activités correspondantes sont conçues de manière à ouvrir des crédits budgétaires additionnels et mettre en œuvre les priorités nationales en matière de GDT.<sup>3</sup>

Par exemple, au Ghana, les nouveaux plan d'action et stratégie de GDT pour l'agriculture qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de développement pour le secteur de l'alimentation et de l'agriculture (*Food and Agricultural Sector Development Policy's Agricultural SLM Strategy and Action Plan*) constituent le cadre d'exécution des activités de gestion des terres et de conservation de l'environnement. Ce plan a bénéficié d'un appui financier et technique des partenaires de TerrAfrica, qui ont assuré également les travaux de conception, publication et diffusion.

Deux nouvelles opérations de l'IDA, à savoir le Projet de sécurité productif et le Projet de gestion des ressources hydriques et de compétitivité agricole, ont réussi à intégrer la GDT. Conçus à l'origine pour appuyer la stratégie de développement de la région nord du pays, ces projets sont des instruments essentiels pour la gestion des terres et des ressources hydriques au Ghana, l'accroissement de la productivité agricole et la modernisation dans ce secteur, la promotion des économies d'échelle, ainsi que la gestion et la protection renforcées des bassins versants grâce aux techniques de GDT.

Au **Nigeria**, l'aide technique apportée par le programme de travail de TerrAfrica a permis à la

2 Les partenaires de TerrAfrica soutiennent l'élaboration de cadres d'investissement nationaux dans la GDT (CSIP) à l'échelle nationale. Ces derniers constituent l'armature de programmes multisectoriels d'investissement et permettent aux acteurs nationaux d'établir une vision opérationnelle pour l'expansion de la GDT; ils contiennent des indices critiques qui ancrent les besoins prioritaires en matière d'investissement et décrivent certaines activités précises dans tous les secteurs.

3 Il s'agit d'un autofinancement ou d'un financement provenant de bailleurs (pour la Banque mondiale, les DPO pour l'agriculture, et pour le DFID/ACDI, le mécanisme d'aide budgétaire pour l'agriculture et l'alimentation (FABS)).



## Chapitre 1<sup>er</sup>

Commission nationale sur la GDT de réussir ses activités de plaidoyer en faveur de l'intégration prioritaire de la gestion des terres et des droits fonciers dans la stratégie à moyen terme du ministère fédéral de l'Agriculture et des ressources hydriques (FMAWR). Parallèlement, en 2008, la Commission a défendu la cause d'un forum à l'échelon ministériel qui serait chargé de piloter ses activités et de rehausser le profil politique de la gestion des terres dans les priorités nationales de sécurité alimentaire, de productivité agricole, de risque climatique, etc. Grâce à un large dialogue instauré à travers tout le pays, la Commission a pu réunir un consensus autour de principes pour un partenariat national sur la gestion des terres. La Commission compte parmi ses membres certains organismes publics d'exécution ainsi que des représentants des ministères des Finances et de la Planification nationale; dans les États, elle a encouragé explicitement la participation d'acteurs concernés afin de consolider une plateforme nationale pour l'investissement qui jouit d'un soutien et d'une crédibilité généralisés.

En ce qui concerne les bailleurs de fonds, le Gouvernement du Nigeria a ouvert un dialogue en 2008 avec la Banque mondiale, le DFID, l'USAID et la BafD pour élaborer collectivement une nouvelle stratégie d'aide dénommée Stratégie de partenariat-pays II (CPS-II). Cette dernière sera achevée en 2009 et devrait, selon les prévisions: i) établir un lien inextricable entre la dégradation des terres et le changement climatique en tant que facteurs de risque pour la productivité des terres; ii) présenter de nouveaux produits d'investissement, d'analyse et d'aide technique, en s'appuyant sur l'ancien programme d'appui exécuté par la Banque mondiale et le DFID. Ce programme inclut EU\$457 millions alloués à l'opération de développement rural Fadama III, qui a une forte composante de GDT bénéficiant d'un financement intégré de l'IDA et du secteur public, ainsi que d'un soutien supplémentaire du PSI.

# Appuyer des investissements en GDT plus judicieux au niveau national

### RÉSULTATS

*Éthiopie – Promotion du CSIP*

*Ghana, Kenya, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda – CSIP en cours d'élaboration, un brouillon devant être prêt en 2009*

*Burkina Faso, Comores, Madagascar, Malawi Sénégal,*

*Rwanda, Tanzanie et Zambie – Dialogue en cours sur le CSIP*

*Constitution ou renforcement de 15 plateformes nationales multisectorielles, ou encore en phase de dialogue*

*Éthiopie et Ghana – présentation de travaux analytiques (ACB)*

*Ouganda et Sénégal – présentation de travaux analytiques (EDP)*

*Mali et Nigeria – travaux analytiques en cours (ACB et EDP)*

**EN 2008, LES investissements en GDT se sont multipliés grâce aux coalitions établies par TerrAfrica dans les pays et aux travaux d'analyse effectués au service des activités d'investissement.**

Les partenaires de TerrAfrica ont soutenu la planification des investissements nationaux

en facilitant un meilleur dialogue entre les secteurs et les partenaires impliqués dans ce domaine, ce dialogue étant ancré dans les travaux réalisés par les pays pour préparer leurs cadres stratégiques d'investissement. Lorsque ces cadres seront achevés, l'on s'attend à ce que l'échelle, la qualité et l'alignement des investissements augmentent de manière constante et cohésive; leur intégration dans les politiques générales et le dialogue sur l'investissement devrait également s'améliorer.<sup>4</sup> Déjà, l'on observe des améliorations de ciblage, d'alignement, de suivi et de soutien des investissements dans le portefeuille de TerrAfrica.

*Le processus de renforcement de l'alignement et des coalitions entre secteurs et partenaires a été piloté par des plateformes nationales, dans le cadre de l'élaboration de cadres nationaux d'investissement; ce renforcement est en outre conforme aux dispositions de la Déclaration de Paris.*

Le 27 août 2008 en **Mauritanie**, le statut juridique de la Commission nationale sur la GDT<sup>5</sup> a été adopté par le ministère de l'Environnement. La Commission a commencé par travailler

<sup>4</sup> La plupart de ces travaux sont repris dans la documentation du CAADP et ce, pour tous les piliers

<sup>5</sup> Le secrétariat de la Commission est assuré par le ministère de l'Environnement. La Commission est composée de hauts fonctionnaires des ministères impliqués dans le développement rural, la gestion des ressources hydriques, la planification, le secteur industriel, l'agriculture, le commerce, etc., ainsi que de représentants du réseau national d'ONG. Les partenaires des secteurs du développement et des finances (FIDA, Banque mondiale, Mécanisme mondial, GTZ et UICN) peuvent assister aux réunions en qualité d'observateurs.

## Chapitre 2

sur le dialogue national nécessaire pour établir un programme commun de GDT pour la Mauritanie ainsi qu'une vision partagée par les acteurs intéressés du pays et par les défenseurs de la GDT dans tous les secteurs et les stratégies nationales d'investissement. Plusieurs études analytiques ont été réalisées, y compris un examen des dépenses publiques au titre de la GDT, ainsi qu'une évaluation des écosystèmes. Ces études sous-tendent le processus d'élaboration du CSIP, qui devrait s'achever en 2009.



Photograph: Ecoagriculture Partners

Le **Nigeria** a constitué une Commission nationale sur la GDT pour impulser puis établir formellement le processus de création d'un programme national à long terme et d'un partenariat pour la gestion des terres, y compris un cadre d'investissement dans la GDT.<sup>6</sup> En 2008, cette commission a fait participer certains acteurs locaux à travers tout le pays et entamé un programme de communication pour sensibiliser les parties prenantes et renforcer l'alliance qui venait d'être créée dans le pays. La Commission entretient des relations de collaboration avec la Banque mondiale, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'ICRISAT pour mener des travaux quantitatifs sur la dégradation des terres, la vulnérabilité aux conditions météorologiques et la GDT. Les efforts consentis pour améliorer les outils analytiques et consolider les alliances soutiendront directement la présentation, en 2010, d'un cadre d'investissement. La phase initiale, qui a commencé en 2008, cible en particulier l'État de Cross River. Plus tard, les interventions s'étendront aux autres États.

*En établissant les bases analytiques qui permettent aux pays de mettre en place leurs cadres d'investissement, les activités de TerraAfrica visent à appuyer le développement d'investissements plus judicieux en matière de GDT en Afrique et ce, à moyen terme.*

<sup>6</sup> La Commission est composée d'ardents défenseurs de cette question, relevant du ministère de l'Agriculture et des ressources hydriques (présidence actuelle), du ministère des Finances, de la Commission nationale de planification, ainsi que des ministères de l'Environnement, du Logement et de l'Urbanisme, enfin du bureau du NEPAD au Nigeria. Certains membres importants de la Commission entretiennent des relations étroites avec le CAADP, le Plan d'action national de l'UNCCD et des responsables de l'élaboration de politiques et de stratégies nationales.

Au **Sénégal**, l'Analyse environnementale pays (AEP) a été présentée avec l'appui de TerrAfrica pour la préparation du chapitre consacré aux écosystèmes terrestres. Ces travaux comprennent une analyse conséquente des questions de gestion de terres dans ce pays. L'AEP a jeté les bases d'un dialogue politique approfondi sur la gestion des ressources naturelles entre la Banque mondiale et le Gouvernement du Sénégal, en particulier l'intégration des questions écologiques dans le DSRP-II et la Stratégie de croissance accélérée. L'AEP a porté le gouvernement à adopter une approche davantage axée sur les programmes et les divers secteurs impliqués pour servir les objectifs de GDT. Dans cette optique, le gouvernement prépare un CSIP pour la GDT et une opération de gestion de terres agricoles avec le concours financier de l'IDA et du PSI. En outre, pendant la phase de rédaction du présent Rapport annuel, des activités de promotion d'une meilleure intégration des priorités écologiques dans les politiques nationales et sectorielles ont commencé, qui ont orienté et soutenu des activités de développement des capacités, axées sur une approche stratégique qui tient compte des liens de synergie existant entre l'environnement et le développement.

À l'issue de l'Examen des dépenses publiques (EDP) effectué en 2008 sur les dépenses en milieu rural et plusieurs analyses de la gestion des ressources foncières réalisées avec l'appui de TerrAfrica, le Gouvernement du **Niger** a constitué une commission nationale de coordination chargée de concevoir un cadre d'investissement dans la GDT.

Outre sa contribution à l'élaboration du CSIP, cet EDP a produit des estimations sur le volume des dépenses publiques en milieu rural et évalué la qualité et les incidences des dépenses publiques. Le rapport contient des recommandations sur le cadre institutionnel, la gestion de l'information et le système actuel de gestion des dépenses publiques, ainsi que sur la gestion des ressources hydriques et de la conservation du sol.

En **Ouganda**, plusieurs partenaires de TerrAfrica ont fourni des ressources techniques et financières pour réaliser certains travaux d'analyse, notamment des diagnostics financiers, un bilan des expériences en matière de GDT et un EDP ciblant la gestion des terres. Ces analyses ont dénombré certaines lacunes et perspectives pour l'investissement en GDT et présentent certaines recommandations pour améliorer le cadre institutionnel et de politique générale, par exemple la prise en compte de ces analyses dans les plans nationaux d'investissement sectoriel et dans le nouveau programme national de développement. L'ensemble des analyses a également façonné les travaux en cours au sein du gouvernement pour formuler un Cadre stratégique d'investissement pour l'Ouganda. La commission interministérielle constituée pour orienter les travaux de planification des investissements et d'élaboration de politiques générales

## Chapitre 2

sur la gestion et l'utilisation des terres travaille d'arrache-pied pour établir les priorités du Cadre d'investissement.

*Les activités réalisées par TerrAfrica pour former des coalitions et réaliser des travaux analytiques ont directement contribué à l'élaboration des cadres nationaux d'investissement qui appuient l'expansion de la GDT en Afrique. Ces travaux sont basés sur la démarche méthodologique proposée dans l'Instrument de soutien aux pays.*

À l'heure actuelle, de plus en plus de pays d'Afrique conçoivent des approches programmatiques pour combattre la dégradation des terres et les risques climatiques; ils sollicitent également de plus

en plus un soutien pour monter des programmes multisectoriels d'investissement dans la GDT. **L'Instrument de soutien aux pays** conçu par TerrAfrica, perfectionné et mis à l'essai en 2008, est un guide pratique sur les ressources documentaires disponibles pour les partenaires et parties prenantes souhaitant harmoniser leurs interventions et mener des activités communes. Il offre aux pays certaines orientations et pistes pour rallier le grand public autour d'une politique et d'un dialogue communs en matière d'investissement, attribuer un rang de priorité aux activités d'investissement, mobiliser les sources de financement, évaluer les politiques et institutions en présence, établir des diagnostics des risques et perspectives, enfin bâtir une plateforme robuste d'investissement reposant sur un Cadre stratégique d'investissement pour la GDT.

À l'issue d'une période d'essai qui a duré de 2008 à 2009, en 2010, les partenaires

### **Pleins feux sur l'Instrument de soutien aux pays**

*L'Instrument de soutien aux pays contient des orientations pragmatiques qui aident les pays souhaitant instaurer une coalition multisectorielle et un cadre d'investissement crédible pour la GDT. Le cadre d'investissement promu par TerrAfrica aide les parties prenantes du pays concerné à construire une vision des activités qui seront nécessaires à l'expansion de la GDT. Cet instrument révèle également certains indices irréfutables des besoins prioritaires d'investissement et dénombre des activités précises dans tous les secteurs. Il propose par ailleurs des activités qui permettent au pays de réaliser des diagnostics, de réunir les acteurs concernés, d'élaborer une plateforme commune d'information et de suivi et évaluation, et de rassembler d'autres produits, instruments et mécanismes de financement créés par les partenaires de TerrAfrica et d'autres sources de la communauté internationale mais aussi du pays même.*

*Cet instrument est le fruit d'expériences acquises dans certains pays du monde et en Afrique.*

## Chapitre 2

de TerrAfrica produiront un Instrument de soutien aux pays qui perfectionnera et élargira son contenu, notamment au moyen des nouveaux outils d'information disponibles et de la mise à profit des expériences actuelles des pays en matière de création de programmes de GDT.

**L'Éthiopie** est victime de la dégradation des terres. Avec l'appui technique et financier

des partenaires de TerrAfrica, le Gouvernement éthiopien a constitué une plateforme nationale réunissant plusieurs parties prenantes, qui ont établi certaines grandes priorités de GDT et mis la touche finale à un Cadre stratégique d'investissement portant sur EU\$1,3 milliard de financement actuel et sur EU\$5,3 milliards supplémentaires sur 15 ans. Le gouvernement utilise ce cadre pour faciliter la coordination et l'harmonisation des modalités de soutien de la GDT.<sup>7</sup> Le partenariat TerrAfrica et le financement du PSI, de GTZ, de la Norvège, du FIDA, du PNUD, du PAM et d'autres organismes ont également appuyé la mise en œuvre de la plateforme nationale en mobilisant plusieurs sources financières et non financières, en diffusant des informations ciblées, des kits d'outils et des pratiques optimales, et en encourageant le développement du S&E.

Afin d'impulser le processus, une conférence de bailleurs et une réunion technique ont été convoquées pour orienter l'établissement de priorités, la planification et la mise en œuvre des investissements de GDT destinés à combattre les problèmes de pauvreté, de vulnérabilité et de dégradation des terres, autant de phénomènes qui sont étroitement liés.

Le cadre d'investissement est axé sur le respect des principes de pérennité appliqués à l'environnement, aux institutions et aux moyens de subsistance socioculturels et économiques. Le programme qui en résulte améliorera les moyens d'existence et le bien-être économique des agriculteurs, pasteurs et sylviculteurs du pays en élargissant la portée des pratiques de GDT et



Photograph: NEPAD-CAADP

<sup>7</sup> Ces travaux ont commencé par la création officielle de la Plateforme nationale pour la GDT durant un atelier et une conférence de presse qui l'ont lancée en février 2008. De plus, des plateformes régionales de GDT ont été constituées dans six régions (Amhara, Oromiya, SNNPR, Gambela, Benishangul et Tigray).

## Chapitre 2

en reconstituant le capital nature de l'Éthiopie.

En 2008, la version définitive du projet de Cadre stratégique d'investissement pour l'Éthiopie a été distribuée aux investisseurs en GDT.

Selon l'Instrument de soutien aux pays, les débats initiaux dans les pays sont indispensables pour jeter les bases de l'élaboration d'un cadre d'investissement digne de foi. Pour cela, il est nécessaire de dresser un bilan des interventions actuelles de GDT, dénombrer les acteurs principaux de la GDT, les organes de financement, les lacunes en matière de recherche et les premières interventions prioritaires. Avec le concours de TerrAfrica et d'autres partenaires pour le développement, le Gouvernement du **Niger** a adopté cette approche pour préparer et diffuser la version préliminaire d'un Cadre stratégique d'investissement. Le document contient un diagnostic technique des goulots d'étranglement et débouchés potentiels, ainsi qu'un bilan des grands écosystèmes du pays et des mécanismes financiers, politiques et institutionnels. Cet exercice a permis de dégager les priorités suivantes: i) protection des systèmes productifs; ii) protection des écosystèmes et de la biodiversité; iii) adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets; iv) amélioration globale de la qualité de vie. D'autres analyses compléteront les éléments nécessaires à l'élaboration du Cadre stratégique d'investissement complet, qui sera publié fin 2009.

*Les outils de S&E conçus en 2008 contribueront de plus en plus à suivre les progrès accomplis pour élargir la GDT et à mieux cibler les investissements actuels, programmés et futurs.*

Le **cadre de S&E** a été adopté lors de la réunion du Comité exécutif qui s'est tenue en novembre 2008. Il comprend un petit groupe d'indicateurs permettant de suivre la mise en œuvre du programme de travail de TerrAfrica. Munis de ces indicateurs, les partenaires produiront des rapports portant sur 10 résultats intermédiaires, sur les objectifs des trois lignes d'activité et sur l'objectif général du partenariat. Le **système de S&E** continue d'être élaboré à partir de cette architecture. Il sera achevé en 2010 et fera partie du réseau de services nationaux de GDT. Il permettra d'exercer un meilleur suivi des activités et du degré d'alignement des interventions entre les partenaires et d'assurer également une meilleure diffusion des informations sur les formules réussies, leur localisation et les raisons de ces réussites. À leur tour, les travaux de conception et de mise en œuvre des stratégies d'expansion de la GDT dans les pays d'Afrique subsaharienne bénéficieront de ce suivi.

En 2008, la structure globale du **réseau de services nationaux de GDT** a été conçue par le NEPAD avec l'appui de la Banque mondiale et du PNUE. Le réseau privilégie les activités de



## Chapitre 2

S&E, de plaidoyer, de gestion des connaissances et de renforcement des capacités; il tiendra compte également des dialogues nationaux sur les investissements et les politiques générales. Lorsqu'il sera entièrement fonctionnel et installé, il contribuera largement à la gestion et au suivi adaptatifs des activités régionales et nationales, ainsi qu'à la constitution d'un deuxième portefeuille d'investissements qui reposera sur de meilleures bases analytiques, un nouvel ensemble de pratiques à travers l'Afrique tout entière, et des liens plus étroits entre les mécanismes régionaux et nationaux, en particulier les échanges à l'intérieur des pays sur les politiques générales et les pratiques. La conception et la mise en œuvre du réseau de services nationaux dépendent largement de pratiques solides de S&E.

Parmi celles-ci figure un produit paru en 2008, le *Landscape Measures Resource Center* (LMRC), un centre de documentation dédié à l'évaluation des paysages naturels, qui propose des instruments pour gérer la protection de la sécurité alimentaire, de la biodiversité et des moyens d'existence en milieu rural ainsi que les points de convergence entre ces éléments. Conçu par *Ecoagriculture Partners* avec le concours de TerrAfrica et d'autres organismes, le LMRC suit une perspective globaliste, fondée sur le principe que l'évaluation par des indicateurs spécifiques enrichit la gestion. Ainsi, en apprenant à mesurer la performance des paysages en ce qui a trait à la fourniture de denrées alimentaires, à la biodiversité et aux moyens de subsistance, l'on devrait pouvoir donner aux systèmes de gestion des terres les capacités propres à entretenir ces fonctions multiples, tout en réduisant, voire en inversant, la dégradation des ressources naturelles.

Le LMRC relie les éléments du processus d'évaluation du paysage à un ensemble d'outils et de guides divers qui donnent lieu à la pratique de la mesure des paysages. Des études de cas illustrent le processus LMRC:

- En Ouganda, l'Initiative sur les paysages et les moyens d'existence de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a aidé les habitants de Mount Elgon à concevoir de futurs cas de figure pour leur paysage et à créer des indicateurs de résultat. Lorsque le projet a débuté en 2007, l'équipe a photographié certains points stratégiques pour mettre en évidence tant l'état du paysage que le mode de vie de la population locale. L'équipe a encouragé les acteurs locaux à illustrer leur propre interprétation de leur paysage actuel et leur vision idéale de l'avenir. Après avoir recueilli les dessins à l'aide d'un logiciel, l'équipe a plastifié une version finale pour l'exposer et faire le suivi des progrès accomplis.
- Au Kenya, les Bénévoles de l'environnement de Kijabe (*Kijabe Environmental Volunteers*, ou KENVO) ont mis au point une technique d'écoagriculture pour évaluer l'état du paysage.



Ainsi, ils ont produit une vidéo montrant la situation du paysage de Kijabe et constitué une collection de clichés pour illustrer la restauration des forêts et mesurer la performance du paysage. En 2008, le LMRC a fait part des résultats d'un atelier qui avait pour objet de mesurer la performance du paysage et celle des institutions concernées, concluant que ce sont les initiatives locales qui parviennent aux meilleures solutions à long terme.

Tandis que le cadre de S&E de TerrAfrica est axé sur des indicateurs aux niveaux national et régional pour suivre les progrès accomplis dans la création de plateformes nationales d'investissement, le LMRC met davantage l'accent sur des indicateurs représentatifs des paysages, à l'intérieur d'un pays, qui sont les mieux adaptés aux opérations d'investissement, ciblant les activités sur le terrain. De ce fait, le LMRC complète le système de S&E de TerrAfrica. En 2009, les partenaires de TerrAfrica collaborant aux travaux des groupes consultatifs spéciaux sur le S&E et la gestion des connaissances œuvreront de concert pour intégrer le LMRC et d'autres instruments prometteurs de S&E dans un guide pratique de TerrAfrica et pour organiser des séances de formation qui s'inscriront dans le cadre du réseau de services nationaux.

# Approfondissement des connaissances au profit de la GDT

### RÉSULTATS

*Base de connaissances régionale sur la GDT opérationnelle – outils, documents et renseignements pratiques*  
*Conception et diffusion de données et outils de soutien régionaux – Instrument de soutien aux pays et Directives de financement et de politique générale*  
*Outils reproductibles conçus au Kenya et en Ouganda pour atteindre les populations locales et renforcer les capacités*  
*Cadre de S&E entériné à la réunion du Comité exécutif à Istanbul*  
*Réseau de services nationaux en phase préparatoire sous la direction du NEPAD*

**EN 2008, LE PROGRAMME de travail de TerrAfrica a concentré ses efforts sur l'échange d'information pour renforcer la vision commune des défis à relever et définir les réponses novatrices.**

Outre le fait qu'elles servent les investissements en GDT sur le terrain, les informations ciblées peuvent informer le processus d'élaboration de politiques et impulser l'intégration de la GDT aux niveaux

régional et national. Les partenaires de TerrAfrica établissent, génèrent et diffusent des informations intersectorielles pour renforcer la programmation à l'échelle du pays, accroître le degré de conformité avec les priorités des gouvernements et documenter les résultats et les réalisations.

Les activités liées à la gestion des connaissances menées dans le cadre du partenariat TerrAfrica permettent à toutes les parties concernées de comprendre la raison d'être de la GDT, d'adopter une vision commune des enjeux à venir et de promouvoir un programme de GDT d'une manière plus efficace, au niveau tant régional que national, au moyen de solutions novatrices. Les outils pédagogiques de TerrAfrica offrent des orientations pratiques pour concevoir des activités d'investissement ponctuelles sur le terrain.

*La mise en commun des expériences acquises par les pays a contribué à l'élaboration de cadres d'investissement mieux ciblés.*

L'année 2008 marque le moment où les gouvernements et les partenaires ont pu collaborer à la mise en place de cadres stratégiques d'investissement pays (CSIP) dans la GDT en mettant en commun leurs expériences et leurs pratiques optimales. En 2009, alors que les pays apportent la touche finale à leurs cadres d'investissement et commencent à les mettre en application (et conçoivent souvent des stratégies nationales et sectorielles étroitement liées), les séances de formation se multiplieront à travers les pays par l'intermédiaire du **réseau de services**

## Chapitre 3

**nationaux de GDT de TerrAfrica** (voir chapitre 2).

L'Éthiopie a organisé le **premier atelier d'échange d'expériences sur la création de cadres d'investissement nationaux**. Cet atelier, organisé par l'Éthiopie et TerrAfrica, a suivi la conférence des bailleurs tenue en septembre 2008 pour ce pays et qui a lancé le CSIP pour la GDT en Éthiopie. Cette formation a motivé les pays participants et servi de tremplin à la création d'un réseau de champions dans tout le continent.

Huit autres pays ont participé à l'atelier: le Burkina Faso, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Niger, le Nigeria et l'Ouganda. L'objectif général de cette manifestation était de donner aux participants l'occasion de mettre en commun leurs expériences du programme de GDT en pleine évolution dans leur pays, et surtout de faire connaître les difficultés inhérentes à l'établissement de coalitions axées vers l'investissement et à la conception d'un CSIP crédible. En particulier, les pays ont tiré parti de cet exercice pour:

- mettre en commun les expériences et enseignements tirés par chaque pays sur la préparation d'un CSIP et la mise en application de la GDT;
- mettre en évidence les principales contraintes, les possibilités offertes, les politiques stratégiques et les considérations institutionnelles dans le processus du CSIP;
- signaler les enseignements tirés de l'expérience du CSIP pour l'Éthiopie.

Les participants à l'atelier ont confirmé que les orientations de TerrAfrica et de l'Instrument de soutien aux pays sont utiles et qu'il faudrait périodiquement revoir et mettre à jour les CSIP pour qu'ils reflètent la conjoncture changeante de chaque pays à l'égard de l'environnement et du climat, du financement, des institutions, etc. D'autres participants ont exhorté les partenaires pour le développement à participer à des missions conjointes, surtout au début du processus et ce, pour un meilleur alignement avec la conjoncture nationale.

En 2008, un groupe de travail a été constitué pour examiner les questions **d'assurance qualité et de partage d'expériences des CSIP**, ce qui a été fait pour les divers CSIP en cours d'élaboration. Ont participé aux travaux: i) les principaux organismes qui aident les gouvernements à préparer leurs CSIP (FIDA, PNUD et Banque mondiale); ii) la FAO, qui pilote le processus d'élaboration de l'Instrument de soutien aux pays; iii) l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) et le NEPAD, qui participent au dialogue et au financement pour un certain nombre de CSIP.

Ces deux dernières années, nombreux sont les partenaires internationaux de TerrAfrica qui ont aidé les pays participants motivés à préparer leurs CSIP et contribuer aux activités de gestion et d'utilisation des terres dans le cadre de DSRP et de stratégies sectorielles. Pour évaluer cette phase initiale, il a été suggéré d'effectuer un examen interne qui se pencherait sur les questions suivantes:

## Chapitre 3

- Quelles ont été les expériences acquises jusqu'à ce jour?
- Qu'est-ce qui a bien marché ou pas, et pour quelles raisons?
- Quels sont les éléments qui pourraient être améliorés?
- Comment le partenariat pourrait-il encore mieux épauler les activités futures?

L'objectif de cet exercice est de donner aux partenaires les moyens d'évaluer, ensemble, les projets de CSIP avec les équipes pays, en effectuant une analyse de fond comme de forme. Cette analyse permettra de dégager les enseignements tirés de l'expérience, qu'ils soient positifs ou négatifs, et de dresser la liste des bonnes pratiques que l'on pourrait utiliser pour renforcer les plateformes nationales d'investissement et le document du CSIP même.

Les résultats de cette évaluation seront recueillis puis compilés pour constituer un rapport qui résumera les conclusions de cet exercice. Ces dernières alimenteront les processus continus de CSIP ainsi que la version 2.0 de l'Instrument de soutien aux pays. Elles seront également diffusées lors des ateliers régionaux de formation prévus pour 2009.

*En 2008, tandis que le changement climatique et la crise alimentaire portaient un grave coup aux agriculteurs africains et faisaient leur entrée sur la scène internationale, les partenaires de TerrAfrica ont concentré leurs efforts sur l'échange d'information pour approfondir leurs*

*connaissances et établir la liste des activités supplémentaires à entreprendre pour faire progresser la GDT.*

La dégradation des terres constitue tant une source qu'un effet du changement climatique et de la variabilité du climat. Le changement climatique amplifie les incidences économiques,

sociales et écologiques d'une gestion et d'une utilisation non durables des terres. Les indices scientifiques les plus fiables donnent à penser que les pays d'Afrique subsaharienne seront le plus gravement touchés. Les populations pauvres subiront les conséquences les plus sévères, mais ni les pays ni les parties prenantes ne sont particulièrement bien équipés pour réagir convenablement. En raison de ses températures élevées, d'une pluviométrie imprévisible et de fortes pressions écologiques, l'Afrique subsaharienne est particulièrement vulnérable.

Photographie: NEPAD-CAADP



## Chapitre 3

En tenant compte des liens critiques unissant le climat, la sécurité alimentaire et la gestion des terres, les partenaires de TerrAfrica ont travaillé de concert pour approfondir l'examen de ces liens afin d'enrichir les politiques et pratiques conçues par des parties prenantes diverses, dont celles de l'UNCCD.

Au cours de la réunion du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de l'UNCCD (CRIC) tenue à Istanbul en novembre 2008, un **événement parallèle** a eu lieu, organisé par le Secrétariat de TerrAfrica et portant sur les liens existant entre la gestion des terres, la crise alimentaire et le changement climatique, et dénommé « Pourquoi la gestion durable des terres est importante pour surmonter la crise alimentaire et lutter contre le changement climatique ». Cet événement avait deux objectifs: i) prendre pour exemples la crise alimentaire en cours et le défi à long terme constitué par le changement climatique pour mettre en évidence le rôle de la GDT dans l'atténuation des vulnérabilités des moyens d'existence en milieu rural; ii) proposer des pistes pour améliorer la mise en œuvre de la convention sur la désertification.

Environ 50 participants à la réunion du CRIC ont assisté à cette manifestation, qui était présidée par le Secrétariat de l'UNCCD, avec l'IFPRI, la Banque mondiale et le NEPAD en qualité d'intervenants et GTZ en qualité de commentateur.<sup>8</sup> Les décideurs politiques et responsables techniques qui ont participé à la manifestation ont soulevé des problématiques importantes et posés des questions fort pertinentes, ce qui permis aux participants de la Conférence des Parties d'être plus sensibles aux liens qui existent entre les terres, le climat et la sécurité alimentaire.

Vers la fin 2008, un **Groupe consultatif stratégique sur les terres et le climat** composé de membres de TerrAfrica a été constitué pour faciliter les échanges d'information et les activités de vulgarisation. Les travaux de ce groupe sont consacrés à l'examen des questions de politique générale et d'investissement. Ce groupe de travail a pour objet de définir les moyens par lesquels les partenaires de TerrAfrica, en œuvrant de concert, peuvent améliorer le



Photographie: NEPAD-CAADP

<sup>8</sup> Une note d'information intitulée « La gestion durable des terres face au changement climatique », ainsi que trois diaporamas en PowerPoint présentés lors de la manifestation sont publiés sur le site de TerrAfrica ([www.terrafrica.org](http://www.terrafrica.org)).



## Chapitre 3

soutien qu'ils apportent aux pays pour : i) accroître la résistance des moyens d'existence ruraux face aux dangers climatiques ; ii) réduire les émissions de gaz à effet de serre issues des sols au moyen d'investissements appropriés de GDT ; iii) identifier les moyens par lesquels, grâce à la GDT, la région pourrait bénéficier davantage du marché du carbone en pleine croissance. La plupart des travaux réalisés par ce groupe en 2008 ont porté sur la création de coalitions pour concevoir des outils pédagogiques et d'information susceptibles de sensibiliser le public aux liens existant entre le climat et les terres.

Les séries **d'activités de gestion des connaissances** du partenariat en 2008 serviront d'apports au dialogue politique régional qui aura lieu en prévision de la 15<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ainsi, le groupe consultatif stratégique sur les terres et le climat a contribué à la production d'un document de réflexion préparé par la Banque mondiale et l'IFPRI et intitulé « Le rôle de la gestion durable des terres pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets en Afrique subsaharienne ». Ce document sera terminé début 2009 et, sous la direction de l'Union africaine et du NEPAD, il fournira les bases techniques des dialogues sur l'Afrique subsaharienne qui auront lieu durant les réunions des ministres chargés de l'agriculture et de l'environnement et du Sommet des chefs d'État, dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Parties à la CCNUCC (Copenhague, décembre 2009).

Un deuxième outil pédagogique important concerne les milieux de la vulgarisation et de la recherche ; il devrait être prêt courant 2009. Il évalue les meilleures pratiques de GDT employées par les agriculteurs, susceptibles d'être étendues aux fins d'adaptation au changement climatique et à la variabilité du climat, tout en réduisant les émissions terrestres de gaz à effet de serre. Ce produit est supervisé par la FAO et sous la coordination de la Banque mondiale. Le Mécanisme mondial et la FAO collaborent à la préparation de guides pratiques sur le financement de la GDT dans la région, qui devraient être prêts eux aussi courant 2009.

Sont en cours également des études de cas approfondies qui devraient être présentées durant la Conférence des Parties à la CCNUCC de Copenhague ; elles sont l'œuvre de la Banque mondiale et de l'IFPRI au Nigeria, au Niger, au Kenya et en Ouganda, et ont pour objet d'approfondir les connaissances sur les modalités par lesquelles la variation du climat et d'autres facteurs influent sur la vulnérabilité des populations rurales et sur les moyens par lesquels l'adoption de pratiques de GDT peut contribuer à l'adaptation au changement climatique et à la variabilité du climat.

*En 2008, les partenaires de TerrAfrica ont conçu ou achevé des outils pédagogiques pour une large diffusion de la GDT et pour mettre à l'épreuve certaines techniques novatrices de promotion*

## Chapitre 3

### *de la GDT à l'échelle pays.*

À l'échelle régionale, et dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les données sur la GDT sont dispersées à travers différentes organisations et des sites multiples, ce qui rend très difficile toute consultation opportune ou même efficace de ces informations. Les décideurs politiques, les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes désireux de développer la GDT avaient besoin d'un outil ou d'un système électronique d'archivage centralisé, où ils conserveraient les documents et autres produits d'information nécessaires à la programmation d'investissements multisectoriels et à l'élaboration de projets nationaux et régionaux.

Pour répondre à ce besoin, les informations existantes sur la gestion des terres ont été rassemblées, conditionnées et formatées pour constituer la **Base de connaissances en GDT**.<sup>9</sup> Sous la direction de la FAO, ce site interactif permet d'échanger et de conserver des données essentielles à l'expansion de la GDT à travers l'Afrique.<sup>10</sup> La Base de connaissances, qui facilite l'alignement des projets sur un ensemble commun de données sur la GDT, comprend des informations sur la mise en œuvre technique sur le terrain et sur la gamme des mesures incitatives et des contextes institutionnels qui portent les exploitants à adopter de meilleures pratiques en matière de gestion des terres et des ressources en eau.

La Base de connaissances regorge d'instruments interactifs ; elle revêt un aspect communautaire, servant de centrale pour toute la documentation essentielle qui permet aux pays d'assurer l'intégrité et la productivité de leurs paysages ruraux et de leurs bassins versants, grâce à des techniques améliorées d'aménagement de leur territoire, qu'il s'agisse de cultures, de pâturages ou de régions boisées. Ces informations proviennent de diverses sources et sont présentées sous différents formats, y compris les textes, les documents multimédias, les cartes, les statistiques et les sites Web. La Base de connaissances a été présentée aux membres du Comité exécutif durant leur réunion à Istanbul en 2008.

De plus, *Ecoagriculture Partners* a conçu des **instruments, directives et activités ciblés** pour contribuer au partage d'information sur la GDT. Un cours à l'intention des cadres a été organisé à Jinja, en Ouganda, avec des participants venus du Kenya, de l'Ouganda, de Tanzanie, d'Éthiopie,

9 La Base de connaissances est une source d'information évolutive ; elle est consultable gratuitement, à condition d'avoir une connexion Internet. Elle peut servir à différents stades d'exécution, de la planification au sein de la communauté et de la conception des formules d'investissement à la formulation de politiques, jusqu'au financement. Cet outil a pour objet d'offrir un espace commun aux acteurs attachés à l'expansion de la GDT en Afrique, et leur permet d'échanger de l'information, de la documentation, des idées et des expériences. Pour en savoir plus, voir [knowledgebase.terrafrica.org](http://knowledgebase.terrafrica.org).

10 *Ecoagriculture Partners* a participé à l'élaboration de la Base de connaissances et produit une documentation exhaustive pour les partenaires de *TerraAfrica*, notamment des notes de synthèse sur tous les outils de projets, des rapports, des analyses de politiques et des vidéos.



## Chapitre 3

du Rwanda et de Madagascar. Durant ce cours, des plans communautaires portant sur l'échange d'information ont été élaborés pour la région de Kijabe au Kenya et pour le Kapchorwa en Ouganda. Par ailleurs, des séances de formation ont été organisées à Kijabe pour appuyer les échanges de connaissances sur la GDT entre associations d'agriculteurs au Kenya et, dans le district du Kayunga en Ouganda, pour l'association d'agriculteurs de ce district.

*Ecoagriculture Partners* a également élaboré un kit d'outils sur l'évaluation des débouchés commerciaux pour les paysages et mis à l'essai plusieurs composantes sur le terrain. Ainsi, diverses pistes commercialisables ont été découvertes à Kisoro (Ouganda), dans le cadre d'une évaluation ciblant en particulier le bambou et, à Kijabe (Ouganda), d'une évaluation portant sur les légumes. En outre, plusieurs formations sur l'évaluation des marchés ont été organisées à l'intention des responsables de l'écoagriculture en Afrique de l'Est.



## Chapitre 4

### *Intensifier le plaidoyer*

**En 2008, les partenaires de TerrAfrica ont intensifié leurs activités de plaidoyer pour la GDT et renforcé l'élément de contrôle, par l'Afrique, du programme de GDT.**

TerrAfrica contribue à mobiliser des ressources financières à l'intérieur des pays et à l'étranger, tout en encourageant l'adoption d'approches programmatiques axées sur la demande, solidement ancrées dans les processus de planification des pays mêmes et favorisant la participation de nombreux acteurs nationaux et partenaires internationaux. Malgré les progrès considérables enregistrés dans la prise en main du processus par les pays africains ainsi que dans l'intégration régionale et l'harmonisation des interventions en matière d'aide aux pays, les partenaires doivent impérativement garantir que ce partenariat soit véritablement et durablement piloté par l'Afrique. En 2008, de grandes avancées ont été réalisées dans le transfert des attributions du Secrétariat de TerrAfrica de la Banque mondiale au NEPAD.

*Grâce au renforcement des capacités aux niveaux régional et sous-régional, le NEPAD et les communautés économiques régionales (CER) ont réussi à mettre en place des cadres de politique générale pour la GDT et d'améliorer leurs activités d'appui aux pays.*

Le cadre établi au Pilier 1 du **Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique** (CAADP) privilégie l'expansion des terres exploitées au moyen d'une gestion durable des terres et des ressources hydriques ainsi que de systèmes fiables d'utilisation rationnelle de ces ressources. Le document relatif au cadre d'intervention du Pilier 1 contient également des considérations relatives à la politique et l'administration foncière. Sous la direction du NEPAD et d'institutions responsables au titre du Pilier 1, un document d'encadrement a été produit en 2008, qui s'inspire de documents antérieurs de TerrAfrica, notamment *l'Instrument de soutien aux pays* et d'autres documents de travail comme la Déclaration de principes sur la GDT. Ces produits ont été enrichis d'autres documents établis en dehors du programme de travail de TerrAfrica proprement dit, comme l'« Investissement dans l'agriculture irriguée pour réduire la pauvreté et favoriser la croissance économique en Afrique subsaharienne ». Cette réalisation témoigne du grand potentiel que comporte l'adoption d'une approche holistique vis-à-vis des investissements dans les techniques d'irrigation, la gestion des bassins versants, la récupération de l'eau et la conservation des sols au titre du Pilier 1. Le document d'encadrement relatif au Pilier 1 devrait être validé courant 2009.

*Les activités de plaidoyer aux niveaux régional et international ont bénéficié du renfort du NEPAD et d'autres partenaires de TerrAfrica. Au niveau pays, ce sont les contreparties nationales de TerrAfrica qui ont assuré ce soutien.*

En 2008, des activités régionales de vulgarisation ont été réalisées durant le **CRIC 7 de l'UNCCD**, sous forme de manifestations parallèles, dont « TerrAfrica: état du partenariat et bilan des progrès accomplis ». Cette activité a été menée par le NEPAD et la FAO, et des fonctionnaires

## Chapitre 4

éthiopiens et nigériens y ont fait des interventions. Par ailleurs, deux documents d'information ont été remis aux participants (« TerrAfrica: Priorités en 2008 » et « Base de connaissances en GDT »), ainsi que le Rapport annuel 2007 de TerrAfrica. Ces manifestations avaient pour objectifs principaux:

- de présenter et discuter de

- l'exécution du programme de travail conjoint de TerrAfrica et de présenter des informations pour promouvoir l'expansion de la GDT en Afrique subsaharienne; ii) de mieux promouvoir la « valeur ajoutée » de la plateforme TerrAfrica et de sensibiliser les participants aux questions de GDT.

Toujours en 2008, d'autres activités ont été réalisées pour **consolider la participation des organisations de la société civile (OSCs) en Afrique dans les actions de plaidoyer pour la GDT**. En outre, un appui au titre du Fonds de fiducie TerrAfrica (TLF) a été fourni, par l'intermédiaire du PNUD. Un groupe consultatif spécial pour les OSCs a été constitué pour appuyer une série d'activités, dont la formulation d'une vision, le perfectionnement des mécanismes de coordination du réseau africain d'OSCs et la mise au point d'un nouveau plan de travail pour renforcer la participation de la société civile aux CSIP pour la GDT qui sont prévus ou en cours d'exécution.

Le programme a démarré officiellement au CRIC 7 sous l'égide du groupe consultatif spécial sur les OSCs. Ont participé au lancement certains groupes de la société civile venus d'Afrique et d'Europe ainsi que des partenaires de TerrAfrica. Le message essentiel communiqué par les participants était que les programmes nationaux d'expansion de la GDT n'ont pas atteint les collectivités locales en partie à cause de la participation limitée des organisations de la société civile. Il faut donc mener des activités de plaidoyer pour les OSCs et à travers elles, ce qui serait par ailleurs fort bénéfique. Les travaux sur ce thème recevront un appui en 2009 au moyen des activités précitées.

Bien que le partenariat ait accompli des progrès importants en matière de plaidoyer aux niveaux régional et international, il demeure fort à faire pour garantir que celui-ci devienne la référence de choix en matière de GDT pour l'Afrique subsaharienne. À cette fin, une équipe de communication a été constituée pour renforcer les messages clés et contribuer à l'approfondissement des connaissances sur TerrAfrica et à une plus grande sensibilisation au partenariat et ce, chez tous les acteurs concernés.



Photograph: Louis Gnaagbe, NEPAD

## Chapitre 5

### *L'avenir*

En 2008, le partenariat TerrAfrica a accompli des progrès considérables et ce, dans ses trois Lignes d'activités. En 2009, le partenariat gagnant en expérience, son programme de travail ciblera de plus en plus :

- la formation de coalitions à l'échelle régionale pour appuyer l'expansion de la GDT;
- le développement de la Base de connaissances en GDT;
- la promotion des activités de S&E et le développement du réseau de services nationaux;
- la conception d'outils pédagogiques spécifiques (par ex. sur les terres et le climat) qui contribuent à diversifier l'offre de programmes d'investissement à l'échelle des pays;
- la croissance du portefeuille d'investissement en lui adjoignant des opérations de nouvelle génération.

La création d'une plateforme d'exécution dotée d'un Comité exécutif composé de 15 parties prenantes s'est avérée d'une grande utilité. TerrAfrica est désormais considéré par l'UNCCD, le NEPAD et d'autres comme un exemple de pratiques optimales pour atteindre, collectivement, les objectifs de la Convention, ainsi que ceux de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

Pour l'avenir, les interventions au titre de la Ligne d'activités 1 ciblant la formation de coalitions seront davantage axées sur la consolidation et l'intégration de la programmation conjointe, le soutien aux activités de communication et de plaidoyer, enfin le renforcement des capacités du NEPAD et des CER. À terme, le NEPAD assumera toutes les responsabilités de gestion du Secrétariat après que la Banque mondiale aura transféré le pilotage des activités durant la phase de transition.

La Ligne d'activités 2 verra un élargissement des interventions, une consolidation de la base de connaissances en GDT, une amélioration dans la qualité des rapports communs et des activités de suivi des progrès et résultats, ainsi que l'exploitation du réseau de services nationaux. L'Instrument de soutien aux pays continuera d'appuyer l'élaboration de programmes nationaux d'investissement; une version 2.0 devrait être lancée en 2010. D'autres publications, dans lesquelles seront mis en relief les liens entre les terres et le climat, contribueront à informer les travaux des décideurs africains.

En ce qui concerne la Ligne d'activités 3 sur les investissements, les travaux devraient privilégier la présentation des tout premiers projets et services consultatifs dans les pays prioritaires. Ces activités aboutiront à la conception d'une deuxième génération de produits, dont l'objectif sera de renforcer et d'élargir l'envergure programmatique des activités de GDT et d'accroître le nombre de pays recevant un appui à ce titre.



## Chapitre 5

Au cours de l'année 2008, le partenariat a gagné un soutien politique considérable en faveur de l'expansion des investissements dans la GDT pour répondre à la multitude de priorités nationales qui touchent une vaste gamme de thèmes et de secteurs. En 2009, l'on envisage d'insuffler au programme de travail un dynamisme politique accru en faveur de la GDT et d'augmenter l'efficacité des investissements ainsi que la participation des pays comme des régions.

Grâce aux réalisations du partenariat en matière de promotion de la GDT en Afrique subsaharienne, le programme de travail de TerrAfrica est en bonne position pour renforcer la lutte collective contre les grands problèmes que constituent les crises alimentaires et climatiques. Avec l'appui de tous les partenaires, nous pouvons accomplir beaucoup.

## Contacts

### Secrétariat de TerrAfrica

NEPAD  
Richard Mkandawire  
Martin Bwalya  
Rudo E. Makunike  
P.O. Box 1234 Halfway House  
Midrand 1685, Afrique du Sud  
Tel: +27 11 313 3338  
Fax: +27 11 313 3778  
richardm@nepad.org  
bwalyam@nepad.org  
rudom@nepad.org  
www.nepad.org

### Secrétariat de l'UNCCD

Luc Gnacadja  
Boubacar Cisse  
P.O. Box 260129  
D-53153 Bonn, Allemangne  
Tel: +49 228 815-2800  
Fax: +49 228 815 2898/99  
secretariat@unccd.int  
<http://www.unccd.int/main.php>

### Pays d'Afrique

Pays <sup>11</sup>	Représentants	Institutions collaboratrices
Chad	Maibe Komandjie	Ministry of Environment & Water
Ghana	Jonathan Allotey	Environmental Protection Agency
Uganda	Stephen Muwaya	Ministry of Agriculture, Animal Industries and Fisheries
South Africa	Muleso Jones Kharika	Department of Environmental Affairs and Tourism

11 Composition évolutive.



## Représentants des pays donateurs

Pays	Représentants
Norvège	Odd Arnesen
France	Estelle Godart
Pays-Bas	Ron Havinga
Commission européenne	Ricardo Diez Baeza, Jozias Blok

## Organisations de la société civile africaines

Organisations	Représentants	Pays
CONGAD	Vore Seck	Sénégal
PELUM Lesotho	Moshe Tsehlo	Lesotho

## Organisations de la société civile internationales

Partenaires	Représentants
Ecoagriculture Partners	Sara Scherr

## Institutions multilatérales

Partenaires	Représentants
Banque africaine de développement	Hany Shalaby
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Dominique Lantieri
Mécanisme mondial de l'UNCCD	Christian Mersmann, Kwame Awere
Fonds international de développement agricole	Naoufel Telahigue, Jesus Quintana
Programme des Nations Unies pour le développement	Veronica Muthui, Anna Tengberg
Programme des Nations Unies pour l'environnement	Mohamed Sessay
Banque mondiale	Christophe Crepin, Taoufiq Bennouna, Stephen Danyo, Matteo Marchisio, Florence Richard, Frank Sperling, Arati Belle





*TerrAfrica is a partnership that aims to address land degradation in Sub-Saharan Africa by scaling up harmonized support for effective and efficient country-driven sustainable land management (SLM) practices.*